

Mention Droit Privé et Droit Public : Spécialité : Droit de l'entreprise et des affaires (PME-PMI)

RNCP7546 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128
Code(s) ROME	K1903, K1904, C1109, K2109
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

Université de Bretagne Sud

<http://www.univ-ubs.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Ce professionnel conseille, dans le domaine du droit, les personnes physiques ou morales sur des problèmes ou actions ayant des implications juridiques, avec pour objectifs : - d'organiser l'application du droit ;

- de respecter et de faire respecter la législation et la réglementation et de les adapter aux besoins du client par l'étude et l'interprétation des textes juridiques ;
- de défendre les intérêts du client ;
- de rédiger ou de faire rédiger des actes (authentiques ou sous seing privé).

Il étudie de façon permanente et analyse la législation, la réglementation, la jurisprudence, la théorie et les commentaires de droit.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Des compétences techniques. Il possède une parfaite maîtrise du droit social : code du travail, droit de la Sécurité Sociale, convention collective de l'entreprise et jurisprudence. Sa solide expertise du monde de l'entreprise, sa culture économique et financière favorisent le dialogue avec les opérationnels et renforcent sa crédibilité. Il doit :

Prévenir et résoudre des litiges en interprétant le droit.

Fournir des informations et des conseils argumentés dans le domaine juridique et de la procédure.

Proposer des solutions amiables ou judiciaires aux litiges.

Des qualités personnelles : Rigoureux, le juriste de droit social a le sens du détail car la moindre erreur dans le traitement des dossiers peut entraîner des procédures coûteuses pour l'entreprise. Ses qualités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse lui permettent d'aller rapidement à l'essentiel, de comprendre les problématiques d'un dossier et de formuler des réponses précises et claires. Créatif sur le plan juridique, il imagine des solutions permettant de faire avancer une réflexion ou de contourner un problème. S'inscrivant en conseil sur le terrain de la législation du travail, le juriste en droit social est diplomate et objectif, il ne porte pas de jugement de valeur. Sa démarche s'appuie sur de bonnes capacités relationnelles.

Il doit savoir :

- Analyser et synthétiser rapidement les problèmes exposés par le client ou l'employeur.

- Appliquer des processus méthodologiques rigoureux à des affaires très différentes.
- Être à l'écoute de personnes en situation difficile.
- Faire preuve de diplomatie et établir des relations de confiance avec les clients ou l'employeur.
- Intégrer les affaires juridiques des entreprises à leur environnement économique.
- Déléguer à ses collaborateurs les travaux de préparation et de suivi des affaires courantes.
- Respecter la confidentialité des affaires.

Il doit maîtriser au moins une langue étrangère européenne

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Secteur privé

secteur public

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Juriste d'entreprise - Juriste en cabinet d'expertise comptable
- Juriste de banque et de société d'assurance
- Juriste en droit social, responsable RH
- Professions juridiques et judiciaires : avocat, notaire, huissier de justice, administrateur judiciaire, mandataire-liquidateur
- Responsable de service juridique
- Responsable de service contentieux et recouvrement

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 258 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) QBX01 — Gestionnaires de la banque et de l'assurance · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	10 992
Jugés difficiles à recruter	41 %
Emplois saisonniers	10 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats QBX01 — Gestionnaires de la banque et de l'assurance W0X90 — Professeurs du secondaire

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, CANDIDATURE INDIVIDUELLE, VAE
oui

COMPOSITION DU JURY — APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION
non

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/7546/>